

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 42 | 5-11 avril 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 329 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

5 avril : Şeyma Alici, l'épouse de Veysel Alici arrêté en février pour ses liens avec le mouvement Gülen malgré son lymphome, a [déclaré](#) que la santé de son mari se détériore de jour en jour en prison.

7 avril : Des utilisateurs des réseaux sociaux ont [mené](#) une campagne de hashtag demandant aux autorités de libérer Sabriye Dağdeviren, la mère d'Hakan, 11 ans, atteint de leucémie, qui lutte seul contre la maladie dans un hôpital. Les deux parents d'Hakan ont été arrêtés en 2018 pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

8 avril : Un [rapport](#) publié par le Conseil de l'Europe indique que la Turquie a le taux d'incarcération le plus élevé parmi les États membres, avec un taux de 357,2 détenus pour 100 000 habitants.

DISPARITIONS FORCEES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état

d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

6 avril : Les autorités ont [expulsé](#) quatre réfugiés iraniens pour avoir participé à des manifestations contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul.

6 avril : La police d'Ankara a [arrêté](#) quatre personnes qui accrochaient des banderoles en soutien aux manifestations de l'université de Boğaziçi.

6 avril : Le bureau du gouverneur de Mardin a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

7 avril : Le bureau du gouverneur du district de İskenderun, à Hatay, a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de sept jours.

8 avril : La police de Kocaeli a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs, détenant brièvement 36 personnes.

8 avril : La police de Hatay a [bloqué](#) une manifestation en faveur de l'environnement contre la construction d'une carrière, et a brièvement détenu quatre personnes.

10 avril : Un rapport mensuel du député de l'opposition Sezgin Tanrikulu [indique](#) que la police est intervenue dans au moins 25 manifestations en mars, et a arrêté au moins 324 personnes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

5 avril : La police a [détenu](#) 10 amiraux à la retraite après qu'ils aient publié une déclaration commune critiquant les remarques des responsables gouvernementaux mettant en doute l'engagement de la Turquie envers la Convention de Montreux de 1936.

5 avril : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) la journaliste Beritan Canözer de l'agence Jinnews.

5 avril : La Direction des communications présidentielles a [refusé](#) de renouveler les cartes de presse de 1 371 journalistes.

5 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage impliquant des séquences vidéo d'un acte présumé de corruption lors d'une expropriation.

5 avril : Un tribunal de Tokat a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur une municipalité locale qui a fait l'objet de poursuites judiciaires en raison du non-paiement de sa dette.

6 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois sites web utilisés par l'agence de presse Jin pour publier des informations. L'agence de presse avait déjà été interdite pour des accusations de terrorisme.

6 avril : Le ministère de l'Intérieur a [annoncé](#) qu'en mars 2021, un total de 5 478 personnes ont fait l'objet d'une enquête en raison de leurs messages sur les réseaux sociaux, 261 ont été placées en détention et 11 ont été arrêtées.

8 avril : Les procureurs de Van ont [rédigé](#) un nouvel acte d'accusation contre le journaliste Oktay Candemir, l'accusant de diffuser de la propagande terroriste.

8 avril : Un tribunal de Kars a [acquitté](#) la journaliste Selda Manduz des accusations de terrorisme.

9 avril : Un nouveau règlement publié dans le Moniteur officiel [interdit](#) aux étudiants condamnés pour avoir insulté le président d'accéder aux dortoirs de l'État.

9 avril : La plateforme de partage d'images Pinterest a [annoncé](#) qu'elle allait nommer un représentant local en Turquie, conformément à une loi controversée sur les réseaux sociaux imposant davantage de restrictions aux plateformes.

9 avril : La police d'Artvin a [fait](#) une descente dans les bureaux du Parti de gauche en raison d'une bannière protestant contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul et a brièvement détenu cinq membres du parti.

9 avril : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage et à des tweets concernant une précédente interdiction d'accès, qui avait été imposée à des reportages sur l'implication présumée de l'ancien ministre des finances Berat Albayrak dans le scandale des "Paradise Papers".

9 avril : Les procureurs de Bursa ont [lancé](#) une enquête sur l'installation de bannières sur des panneaux d'affichage par un parti d'opposition au sujet des réserves de la banque centrale, alléguant l'insulte du président. Les procureurs de Bursa, Kastamonu et Edirne ont ordonné le retrait de la bannière.

10 avril : Un rapport mensuel du député de l'opposition Sezgin Tanrikulu [indique](#) que cinq membres de la presse ont fait l'objet d'enquêtes ; huit journalistes, auteurs ou éditeurs ont été condamnés ; six membres de la presse ont été placés en détention en mars. Le rapport indique également que les autorités ont bloqué l'accès à 129 URL, qui comprenaient des liens vers des reportages.

10 avril : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès au rapport d'un observateur de la liberté d'expression sur un précédent blocage de l'accès à des informations concernant des appels d'offres publics attribués à un ami du fils du président.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

5 avril : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de libérer la militante Nazan Bozkurt, arrêtée dans l'attente de son procès depuis août 2020, tout en maintenant derrière les barreaux les militants Alev Şahin et Mehmet Dersulu qui sont jugés pour les mêmes chefs d'accusation liés à leurs manifestations.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

6 avril : Le frère de Nadira Kadirova, une jeune femme originaire d'Ouzbékistan qui a été retrouvée morte au domicile d'un député du parti au pouvoir, a [appelé](#) les autorités à enquêter sur les circonstances entourant la mort de sa sœur. Le parquet d'Ankara a considéré que

la mort de Kadirova était un suicide et un appel que la famille a déposé auprès de la Cour constitutionnelle est en attente depuis 10 mois.

6 avril : Un rapport du Barreau de Diyarbakır [indique](#) qu'au moins 69 avocats ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites pour leurs activités professionnelles en 2020.

7 avril : Amnesty International a publié son [rapport annuel](#) examinant la situation des droits humains dans le monde, qui indique que la Turquie a continué à appliquer des lois antiterroristes au sens large pour punir des actes protégés par le droit international relatif aux droits humains en 2020, au mépris des garanties d'un procès équitable et d'une procédure régulière.

MINORITÉ KURDE

5 avril : La police de Diyarbakır a [placé](#) en détention 26 membres de l'Association des femmes de Rosa pour des motifs liés au terrorisme. Six des détenus ont été arrêtés par un tribunal le 9 avril et un a été placé en résidence surveillée.

5 avril : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) le journaliste Beritan Canözer de l'agence Jinnews.

5 avril : La police de Tunceli a [arrêté](#) trois membres locaux du HDP.

6 avril : Un tribunal de Kars a [condamné](#) l'ancien co-maire Şevin Alaca à six ans, 10 mois et 15 jours de prison pour des accusations liées au terrorisme. Alaca a été libéré en attendant l'appel.

6 avril : La police d'Adıyaman a [fait](#) une descente dans le bureau provincial du HDP, détenant brièvement les dirigeants Bekir Gündüz et Hasari Oğuz.

6 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois sites Internet utilisés par l'agence de presse Jin pour publier des informations. L'agence de presse avait déjà été interdite pour cause de terrorisme.

7 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Halide Türkoğlu, membre local du HDP, à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

7 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) İsmail Bardakçı, membre local du DBP, à six ans et trois mois de prison pour terrorisme.

8 avril : La police de Tunceli a [arrêté](#) Aydın Köse, cadre local du HDP.

AUTRES MINORITÉS

7 avril : Un tribunal de Mardin a [condamné](#) le prêtre assyrien Sefer Bileçen à 25 mois de prison pour aide à une organisation terroriste, au motif que son monastère a été visité par des membres présumés de groupes terroristes.

CONDITIONS DE DÉTENTION

7 avril : Un détenu malade dans une prison d'Afyon s'est vu [refuser](#) une hospitalisation et des médicaments.

9 avril : Un rapport rédigé par la sous-commission du Parlement sur les droits des prisonniers [révèle](#) que les détenus de la prison de Sincan à Ankara souffrent de températures glaciales, d'une eau sale, de mauvais traitements et des effets négatifs de la pandémie de Covid-19.

9 avril : Le parti au pouvoir a [déposé](#) un projet de loi au Parlement qui accorde aux administrations pénitentiaires le droit d'enregistrer toutes les visites des détenus.

10 avril : Un détenu malade dans une prison de Diyarbakır n'a pas été [envoyé](#) à l'hôpital depuis trois mois.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

6 avril : Les autorités ont [expulsé](#) quatre réfugiés iraniens pour avoir participé à des manifestations contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

6 avril : La police de Diyarbakır a [infligé](#) des violences à İbrahim Halil Ercan lors d'une descente à domicile pour le placer en détention.

6 avril : Des rapports ont [révélé](#) que la police d'Istanbul a battu un homme suite à une dispute dans la circulation.

6 avril : Les gardiens d'une prison d'Elazığ ont [agressé](#) physiquement trois détenus, dont l'un a été blessé.

9 avril : Deux hommes à Istanbul ont [déclaré](#) avoir été torturés pendant deux jours lors de leur détention par la police.

9 avril : Des rapports ont révélé que 14 membres de la police des opérations spéciales à Ağrı ont [battu](#) une personne suite à une dispute le 2 avril.

9 avril : Les gardiens d'une prison d'Izmir ont [agressé](#) un détenu.

9 avril : La police de Şanlıurfa a [agressé](#) physiquement deux personnes suite à une dispute dans la circulation.

10 avril : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont [battu](#) un détenu.

10 avril : Un rapport mensuel du député de l'opposition Sezgin Tanrıkulu [indique](#) que 371 incidents de torture ont eu lieu en mars.

DROITS DES FEMMES

5 avril : La police de Diyarbakır a [placé](#) en détention 26 membres de l'Association des femmes de Rosa pour des motifs liés au terrorisme. Six des détenus ont été arrêtés par un tribunal le 9 avril et un a été placé en résidence surveillée.

6 avril : Un [rapport](#) mensuel sur la violence sexiste compilé par Bianet a révélé que les hommes ont tué 36 femmes et infligé des violences à au moins 68 autres en mars.